

Service Environnement Industriel  
15 rue Arthur Ranc  
CS 60539  
86020 Poitiers

Poitiers, le 31/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LA VERRERIE DE VIANNE SARL**

Avenue de la Verrerie  
47230 Vianne

Code AIOT : 0005208031

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement LA VERRERIE DE VIANNE SARL implanté Avenue de la Verrerie 47230 Vianne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Une première visite pendant la phase travaux a été réalisée le 13 juin 2024. Cette nouvelle visite visait à vérifier la bonne réalisation des travaux d'office confiés à l'ADEME par arrêté préfectoral du 27 mai 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA VERRERIE DE VIANNE SARL
- Avenue de la Verrerie 47230 Vianne
- Code AIOT : 0005208031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VERRERIE D'ART DE VIANNE exerçait une activité de verrerie-cristallerie, autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009. Elle succédait à plusieurs sociétés, respectivement à la société LA VERRERIE DE VIANNE (2006-2009), société VIANNE CRYSTAL GLASS (2004-2006), société VERRERIE DE VIANNE (1998-2004), société CRISTALLERIE ET VERRERIE DE VIANNE (1928-1998).

La société ARTGLASS a repris les activités du site en 2011, mais sans l'autorisation requise par la législation sur les installations classées, et a cessé toute activité sur ce site en 2012. Elle était soumise à autorisation au titre de la réglementation ICPE. La liquidation judiciaire de la société VERRERIE D'ART DE VIANNE a été prononcée le 22 février 2011 avec Maître Marc LERAY pour liquidateur judiciaire. La clôture de cette liquidation a été prononcée le 25 novembre 2020 par le tribunal de commerce d'Agen, pour insuffisance d'actifs.

La société ARTGLASS a été mise en liquidation judiciaire le 10 janvier 2012 mais la clôture de cette liquidation a été prononcée le 27 novembre 2019 pour insuffisance d'actifs. Conformément à la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée - Chaîne de responsabilités – Défaillance des responsables, l'ADEME a donc été sollicitée par courriel du 1er avril 2022 pour effectuer une visite sur site et établir une proposition technique et financière en vue de permettre la mise en sécurité du site. Cette dernière a été prescrite par un arrêté préfectoral de travaux d'office confiés à l'ADEME, signé le 27 mai 2023.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité : modalités d'accès au site	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Sans objet
2	Mise en sécurité : évacuation des produits dangereux	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Sans objet
3	Mise en sécurité : risques incendie et explosion	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Sans objet
4	Mise en sécurité : surveillance environnementale	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	Sans objet
5	Évacuation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/05/2023, article 1	Sans objet
6	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/05/2023, article 1	Sans objet
7	Traçabilité des déchets et terres excavées	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des opérations prévues dans l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 27 mai 2023 a été réalisé par l'ADEME. Une seconde et dernière campagne d'analyse des eaux souterraines a été réalisée en septembre 2024. L'ADEME transmettra prochainement le CRIT de cette intervention avec notamment une analyse et synthèse des campagnes d'analyses des eaux souterraines.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en sécurité : modalités d'accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : ... 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
<b>Constats :</b>  Comme lors de la visite du 13 juin 2024, le site est entièrement historiquement clôturé et son accès n'est possible que par l'ouverture télécommandée du portail par les propriétaires du site. À noter cependant que l'un des propriétaires a indiqué que certaines personnes s'étaient introduites par l'arrière du site pour commettre des petits vols, bien que celui-ci soit réellement très difficilement accessible (fossé et végétation abondante).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dès l'intervention achevée, il sera rappelé aux propriétaires leurs responsabilités en tant que "gardiens de la chose" au titre du code civil.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mise en sécurité : évacuation des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
<b>Constats :</b>  Les déchets dangereux, présents dans les bâtiments ou à l'extérieur du site, ont été retirés du site. Sur site, il ne reste plus que des déchets non dangereux (DIB, ferrailles, matériaux). Les photos en annexe montrent quelques exemples de zones qui ont été entièrement vidées. Les différents produits chimiques présents en bidons, fûts ou GRV (acides) ont été retirés, les silos de carbonate de soude ont été vidés, le mélange de verre avec des poudres de métaux lourds, qui était entreposé à l'extérieur des locaux, sur le sol, a été entièrement retiré également. Les cuves d'hydrocarbures ont été inertées. Les déchets contenant des substances radioactives ont été récupérés par l'ANDRA. Enfin les transformateurs aux PCB ont été également évacués.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 3 : Mise en sécurité : risques incendie et explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
<b>Constats :</b>  L'électricité est toujours opérationnelle. Les cartons présents près de la chaudière ont été retirés, du fait du risque incendie. Par contre, le stock de cartons vides de types matières premières qui se trouvait dans la zone de stock de produits finis (objets en verre) n'a pas été retiré, l'ADEME ne le considérant pas comme un déchet dangereux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  A l'issue de l'intervention de l'ADEME, les propriétaires du site devront s'assurer que le risque d'incendie est maîtrisé. Un courrier de rappel des responsabilités au titre du code civil sera transmis aux propriétaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Mise en sécurité : surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
<b>Constats :</b>  Une première campagne de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines a été réalisée en février 2024. Elle a porté sur les 2 puits et 5 piézomètres présents sur le site : le puits 1 (en amont du site) et le piézomètre n°3 (en aval) étaient marqués en ammonium. Le puits 1 était également marqué en Nickel, en Plomb et en Tetrachloroéthylène. Quant au puits 2, il était marqué en Arsenic et en Cadmium. La seconde campagne a été réalisée en septembre 2024. Une synthèse de ces résultats a été transmise par l'ADEME le 17 janvier 2025. Dans l'extrait du rapport transmis, le bureau d'études indique : "Un impact significatif en ammonium est observé exclusivement au droit du Puits 1, avec une concentration dépassant plus de 20 fois la valeur de comparaison. Des dépassements des valeurs de comparaison pour certains métaux (arsenic/cadmium) sont également constatés au

<p>droit du puits 2 et de PZ3 (aval). Une concentration significative en tétrachloroéthylène a été relevée au droit du puits 1, situé en avalhydrogéologique de PZ4 et PZ5, au centre du site."</p> <p>Les résultats de la seconde campagne sont similaires à ceux de la précédente. Les réseaux d'eau potable sont éloignés du puits 1 : à ce stade, le risque de contamination par perméation des réseaux d'alimentation en eau potable peut clairement être écarté selon l'ADEME.</p> <p>Le CRIT sera prochainement transmis avec le détail des campagnes réalisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Évacuation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il sera procédé à l'exécution des opérations suivantes, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site VERRERIE D'ART DE VIANNE, sur les parcelles cadastrales 1645, 1829, 1894, 1900, 1946, 1961 et 1962 de la section 0D de la commune de Vianne : L'évacuation et le traitement des déchets présentant un risque de pollution de l'environnement et un risque incendie et/ou explosion,</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voir constats des points de contrôle 2 et 3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Contrôle des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il sera procédé à l'exécution des opérations suivantes, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site VERRERIE D'ART DE VIANNE, sur les parcelles cadastrales 1645, 1829, 1894, 1900, 1946, 1961 et 1962 de la section 0D de la commune de Vianne :Le contrôle des eaux souterraines et de l'eau potable sur deux campagnes</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voir point de contrôle n°4.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Traçabilité des déchets et terres excavées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>

Une traçabilité du suivi des déchets sera assurée conformément aux dispositions du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'ADEME a bien déclaré les déchets enlevés du site sur TrackDéchets ; une première extraction a été transmise à l'inspection le 17 janvier 2025. D'après cette extraction, 318 tonnes de déchets dangereux ont été évacués vers les filières adaptées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Annexe : quelques photos du site après intervention de l'ADEME**



Ancienne zone extérieure recouverte de déchets de verre mélangés à des métaux lourds



Ancienne cuve d'hydrocarbures inertée





Bâtiment avec les fours



Ancien local de stockage des produits chimiques